



Econoom wordt voorzitter van Pax Christi Vlaanderen

De Vlaams-Brabantse econoom en professor aan de Universiteit Antwerpen Michel De Samblanx werd zaterdagmorgen benoemd tot nieuwe voorzitter van de vredesbeweging Pax Christi Vlaanderen. Hij volgt de West-Vlaamse priester Jo Hanssens op, die de afgelopen 9 jaar voorzitter was. Een professor toegepaste economie aan het hoofd van een vredesbeweging lijkt een opmerkelijke keuze. Maar De Samblanx is al enkele jaren in de vredesbeweging actief en verdiende eerder al zijn sporen in de strijd tegen fraude en mensenhandel.

Michel De Samblanx: "Ik ben hoofddocent aan de Faculteit Economische Wetenschappen van de Universiteit Antwerpen en academisch directeur van de Antwerpse Management School, een postuniversitaire opleiding in Antwerpen. Ik was geruime tijd lid van 'Economisten voor de vrede', een vereniging die al voor de raketten crisis van de jaren 1980 werd opgericht. Zo kwam ik in contact met de vredesbeweging Pax Christi. Sinds vijf jaar zetel ik in de financiële commissie en sinds 2010 ook in de raad van bestuur van Pax Christi Vlaanderen.

De Samblanx verdiende zijn sporen in de fraudebestrijding: "Zo leerde ik van dichtbij de problematiek kennen van de mensenhandel, uitbuiting, prostitutie, illegale tewerkstelling en de uitbuiting van huispersoneel, ook in ons land. En zo leerde ik ook zuster Jeanne Devos kennen, de promotor van de rechten van huispersoneel. Als nieuwe voorzitter wil ik in eerste instantie de sterke punten van Pax Christi versterken, zoals de expertise over het Midden-Oosten en Oost-Congo, de werking met betrekking tot vredeseducatie en de jaarlijks terugkerende Vredesweek. Anderzijds wil ik ook aandacht vragen voor het toenemende geweld in onze eigen samenleving. Denk maar aan de recente agressie tegen toevallige voorbijgangers, agenten en buschauffeurs, het geweld tegen maatschappelijk zwakkeren zoals daklozen, vreemdelingen of vluchtelingen. Ik wil eveneens de discussie aanzwengelen over de inzet van onze Belgische militairen in vredesoperaties. Dit kan niet langer de beslissing zijn van de regeringskern. Wij vragen een breder maatschappelijke draagvlak. Zelfs met de zogenaamde vredeshandhaving moet omzichtig worden omgesprongen."

De nieuwe voorzitter onderstreept dat het een hele uitdaging is om de charismatische Jo Hanssens, die in de vredesbeweging verankerd is, op te volgen. "Wij zijn hem bijzonder dankbaar. Ik hoop met kleine stappen handen te geven aan vrede. Met een klein vlammetje hoop ik een vredeskaars aan te steken, die de vrede als een lopend vuurtje kan verspreiden."

(Kerknet 23-11-2013)

LES RADIOS DE PAIX

L'information qui domine le monde est, surtout narrative. Elle raconte les réalités tragiques du monde. Centrée sur les atrocités et les dysfonctionnements, cette information favorise davantage la répétition des situations qu'elle ne facilite l'évolution des comportements. Ainsi encapsulée dans "la guerre" quotidienne, l'information participe à l'enfermement de l'humanité dans ses terribles pires.

Si tu veux la paix, prépare la paix

Le Rwanda nous a offert un exemple de cette mécanique avec la radio des Mille Collines, véritable force médiatique, supplétive des massacres à la fin du XXe siècle. La Radio Agatashya (Hirondelle), créée à l'initiative de RSF (ndlr. Reporters Sans Frontières), puis développée par quelques journalistes suisses pour installer une radio de paix dans un contexte de conflit ouvert, a fait entendre son contrepoint positif.

Ces mêmes journalistes, décidant de poursuivre leur action par le biais d'une fondation, l'ont nommée Hirondelle: elle produit et diffuse une information rigoureuse, utile, indépendante, non partisane, aux populations qui en secteurs de guerre ou de grave crise, en sont privées. Une information destinée à leur permettre de reprendre en mains leur destin.

Radio Okapi, lancée en 2002 en République démocratique du Congo (RDC) - à la demande de l'ONU - par la Fondation Hirondelle, participe de ce mouvement médiatique de fond. Elle est animée par 220 femmes et hommes associant avec rigueur leurs pratiques professionnelles et une implication dans la construction de leur avenir. Avec 20 millions d'auditeurs par jour, Radio Okapi est devenue la première radio du Congo, pays qui envisage sa paix, depuis quelques semaines, de manière pérenne.

C'est aussi la mission que conduit Studio **Tamani**, au Mali, un studio de production créé par la Fondation Hirondelle, porté par une vingtaine de journalistes enthousiastes. (Le pays où ont été assassinés Ghislaine Dupont et Claude Verlon, de RFI. Ghislaine Dupont avait assumé la rédaction en chef de Radio Okapi, à ses débuts.)

Médias, urgence de Futur

Personne ne peut douter du rôle des médias dans la construction des sociétés. Les modèles sociaux et culturels se propageraient-ils avec une telle rapidité, sans leur action? La globalisation du monde aurait-elle pu se faire sans les médias? Personne ne doute non plus, du rôle des médias et de l'information de paix en zones de conflits ouverts. Allez en RDC, évoquez Radio Okapi, vous découvrirez ce qu'est un instrument médiatique reconnu par la population.

Lorsque le signal de cette radio disparaît à Lubumbashi, le 28 octobre au matin, après l'attaque d'un casernement des Forces armées de RDC par un groupe armé, une panique envahit les esprits: Radio Okapi est le seul lien "libre", d'envergure nationale, qui les relie au monde, donc à l'espoir d'un futur amélioré. En fait, cette coupure était causée par une panne d'émetteur.

Pour beaucoup, les médias et l'information de paix appartiennent au champ de l'urgence humanitaire. Cette perception n'est pas conforme à leur pleine réalité. **Ndeke Luka** à Bangui ou **Radio Miraya** à Juba au Soudan du Sud (autres radios de la Fondation Hirondelle), sont des médias nationaux, généralistes, leaders dans leurs pays, autant pour la qualité de leurs programmes que pour leur fonction sociale: à Bangui, les auditeurs et citoyens viennent dénoncer les viols, les violences à... Nedke Luka!

Médias de paix en zones de violences paisibles?

Ces médias si particuliers appartiennent au champ de la citoyenneté. Pour des raisons de contexte, on les dit "de paix". Cependant, en zones policées, voire démocratiques, dans lesquelles s'expriment de multiples violences sans guerre, il n'existe pas de média de paix. Dans ces zones, l'information de masse est devenue la grande exploitante des désordres. Aussi, une mission d'urgence médiatique de paix y est-elle nécessaire.

Les médias peuvent apporter une contribution essentielle à la régulation, puis à la résolution des violences "originelles" sur lesquelles reposent, souvent, les démocraties. Il s'agit d'une urgence de paix, car ces sociétés-là influencent, par la puissante diffusion médiatique de leurs modèles: gouvernance, modes de vie, technologies, valeurs, comportements, créations artistiques, etc. Imposant et faisant rêver à la fois, elles attirent vers eux les sociétés du monde. Elles les engagent dans un futur de plus en plus partagé. Pour ce, les médias doivent apprendre à intervenir hors du champ de l'actualité événementielle, en des secteurs profonds ou émergents, dans lesquels se forge l'avenir.

Patrick Busquet est représentant national de la Fondation Hirondelle en République démocratique du Congo.

NOUVELLE CHARGE DU PRESIDENT KAGAME CONTRE LA CPI

Le président rwandais Paul Kagame, lors d'une conférence de presse, mardi 15 octobre à Kigali, a estimé une nouvelle fois que la Cour pénale internationale représentait une justice « *sélective* » aux mains des nations puissantes. Le Rwanda n'a pas adhéré au Statut de Rome, le traité fondateur de la CPI, et fin septembre, le président Kagame avait sévèrement critiqué la CPI devant l'Assemblée générale de l'ONU, l'accusant d'humilier les Africains et dénonçant les poursuites pour crimes contre l'humanité lancées depuis 2011 contre le président kényan Uhuru Kenyatta et son vice-président William Ruto. "Il n'est pas possible d'avoir un système international qui est supposé offrir une justice et qui au final le fait de manière sélective ou politique", a-t-il déclaré. "Ce monde est divisé en catégories, il y a des gens qui ont le pouvoir d'utiliser la justice internationale ou le droit international pour juger les autres, mais ils ne se les appliquent pas", a poursuivi le président rwandais. "La CPI a fait preuve de préjugés à l'égard des Africains. Au lieu de promouvoir la justice et la paix, elle a négligé les efforts de réconciliation en humiliant les Africains et leurs leaders pour servir les intérêts politiques des puissants", avait ajouté Paul Kagamé.

Le président rwandais a également dans le passé critiqué le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), l'accusant d'être parfois trop clément vis-à-vis des responsables présumés du génocide perpétré contre les Tutsi en 1994, auquel le Front patriotique rwandais (FPR) de Kagame avait mis fin. Mais il avait finalement admis qu'avoir ce tribunal onusien, également jugé parfois partial par des analystes pour n'avoir poursuivi aucun membre du FPR après leur arrivée au pouvoir, valait mieux que de n'avoir aucun mécanisme judiciaire international pour juger les génocidaires présumés. (AFP)

La ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo ajoute: "Mais je n'aime pas que l'on se méprenne là-dessus et que l'on pense que les Africains recherchent l'impunité. Ce n'est pas le cas." (in *La Libre Belgique* du 14 octobre 2013)

WERELD TELT 30 MILJOEN SLAVEN

Volgens de *Global Slavery Index (GSI)* van de *Walk Free Foundation*, telt onze wereld bijna 30 miljoen 'moderne' slaven. Dat zijn meer slachtoffers van slavernij, mensenhandel en gedwongen arbeid dan ooit eerder berekend. De internationale arbeidsorganisatie (IAO) telde 21 miljoen slaven, maar dat is onder meer zonder de gearrangeerde huwelijken.

"Een algemeen gangbare definitie van slavernij is er niet", zegt Jan Wouters, hoogleraar internationaal recht (KU Leuven). "De klassieke juridische definitie van slavernij spreekt van een persoon die (deels) zijn eigendomsrecht verliest. De GSI gaat ruimer en zet de feitelijke beroving van iemands vrijheid centraal, onder meer via mensenhandel, dwanghuwelijken, kindereexploitatie en gedwongen arbeid."

Die laatste definitie hanteert ook *Anti-Slavery International (ASI)*, de oudste internationale mensenrechtenorganisatie, die al sinds 1839 strijdt tegen slavernij. "We leven in de illusie dat slavernij een fenomeen is uit de geschiedenis. Doch niets is minder waar", vertelt voorzitter Aiden mcQuade vanuit Londen.

"Slavernij in de ruime betekenis is door de globalisering acuter dan vroeder", zegt Wouters. "De uitbuiting is grootschaliger, internationaler en meer georganiseerd. De mobiliteit is enorm toegenomen, en de beenharde concurrentie op de markten maakt zwakkere groepen, vooral in ontwikkelingslanden, nog kwetsbaarder voor misbruik."

Landen met de meeste slaven: 13.956.010 in India; 2.949.243 in China; 2.127.132 in Pakistan; 701.032 in Nigeria; 651.110 in Ethiopia; 516.217 in Rusland; 472.811 in Thailand; 462.327 in DR Congo; 384.037 in Birma; 343.192 in Bangladesh...

Ook in België vermeldt de index 1.448 'moderne slaven', meestal economisch of seksueel uitgebuit.

Dat maakt dat de internationale gemeenschap – met 12 goedgekeurde conventies - al decennia vruchteloos slavernij probeert uit te roeien.

Citaten uit een artikel van Philip Gallasz in *De Morgen* van 18 oktober 2013.

Docteur Mukwege

Le gynécologue obstétricien et militant des droits de l'homme au Congo (RDC) Denis Mukwege sera fait docteur honoris causa de l'université catholique de Louvain (UCL) le 3 février prochain. Le Dr Mukwege dirige l'hôpital de Panzi à Bukavu, le chef-lieu de la province du Sud-Kivu (est de la RDC), qui prend en charge gratuitement chaque année plus de 3.500 victimes de violences sexuelles et leur permet de bénéficier d'une chirurgie reconstructive.

Son nom a été suggéré plusieurs fois pour le Prix Nobel de la paix. Il a notamment reçu le prix de l'ONU pour les droits humains et, le 26 septembre dernier, le prix suédois Right Livelihood pour "l'action courageuse qu'il mène pour guérir les femmes survivantes de violences sexuelles dans les conflits armés et dénoncer les causes sous-jacentes de ces atrocités". (Belga)

Malala Yousafzai krijgt Sacharovprijs

De 16-jarige Malala Yousafzai is door het Europees Parlement bekroond met de Sacharovprijs 2013. Het Pakistaanse schoolmeisje komt op voor het recht van meisjes om naar school te gaan in Pakistan. Vorig jaar werd zij nog zwaar gewond aan het hoofd bij een aanslag door de Taliban. Martin Schulz, voorzitter van het Europees Parlement, noemde Malala "een moedige verdediger van onderwijs. Zij herinnert ons aan onze plicht tegenover kinderen, in het bijzonder meisjes."

De Sacharovprijs voor de Vrijheid van Denken is een van de belangrijkste mensenrechtenprijzen in Europa. Aan de prijs is een geldwaarde verbonden van 50.000 euro.

(De e-week van Pax Christi Vlaanderen – week 41)

Islam verbiedt terrorisme

De grootmoefi van Saudi-Arabië, Sheikh Abdulaziz-al-Sheikh heeft tijdens de hadj gezegd dat de islam terrorisme strikt verbiedt. "De islam verbiedt terrorisme onder elke voorwaarde. De islam veroordeelt alle geweld en terrorisme die de wereld tegenwoordig plagen. Moslims zouden hun liefde voor vrede en eenheid moeten tonen", zei de grootmoefi op het hoogtepunt van de jaarlijkse bedevaart naar Mekka.

(De Standaard van 15 oktober 2013)

België scoort slecht in ontwikkelingshulp

Ons land wordt in het Aidwatch-rapport van Concord, de koepelorganisatie van Europese NGO's, samen met crislanden Spanje, Italië, Cyprus en Griekenland gerekend bij het groepje dat het meest het mes zette in het budget voor ontwikkelingshulp. In 2012 zakt het met 11 procent, waardoor uiteindelijk slechts 0,47 procent van het bbp werd bereikt (de bedoeling is in 2015 0,7 procent te halen).

Charles Taylor

La condamnation de l'ex-président libérien à 50 ans de prison pour crimes contre l'humanité a été confirmée en appel par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone siégeant près de La Haye.

DOSSIER

TIME TO GO

KERNWAPENS WEG UIT BELGIË

LES ARMES NUCLÉAIRES HORS DU PAYS



Historique

Le 23 octobre 1983 eut lieu à Bruxelles la plus grande manifestation que le pays a jamais connue: 400.000 personnes manifestaient pacifiquement pour s'opposer à l'installation d'armes nucléaires en Belgique. Trente ans plus tard, des armes nucléaires se trouvent toujours à Kleine-Brogel au Limbourg, 10 fois plus puissantes que celles qui causèrent les atrocités de Hiroshima et Nagasaki (d'après un journaliste).

Les faits

Il s'agit de fait d'armes nucléaires américaines. Deux pays européens les ont déjà fait reprendre par les USA, notamment la Grèce et la Grande-Bretagne. Cinq pays les supportent encore sur leur territoire: la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. Malheureusement ces cinq pays n'arrivent pas encore à accorder leurs violons. Remarquez que, si ces cinq pays arrivent à s'en débarrasser, l'Europe ne sera pas encore dénucléarisée, puisque la Grande-Bretagne et la France disposent de leurs propres armes nucléaires.

Les bonnes résolutions

Mentionnons d'abord les discours du président américain Barack Obama. A deux reprises il a rendu publique sa vision d'un monde sans armes nucléaires: à Prague en 2009 et de nouveau en juin 2013 à Berlin. Après des décennies de blocages concernant le traité de non-prolifération des armes nucléaires, les discussions sur le désarmement nucléaire deviennent de nouveau possibles.

En Belgique, l'accord gouvernemental de décembre 2011 stipulait: "Le gouvernement plaide pour la revitalisation et l'application du traité de non-prolifération. La Belgique s'engagera résolument en faveur d'initiatives internationales qui visent à la continuation du désarmement – y compris nucléaire – et à l'interdiction de systèmes d'armement à portée non-contrôlée et/ou dont le nombre de victimes est disproportionnellement élevé". De belles paroles donc, mais restées lettre morte jusqu'à ce jour.

Fin 2010, les anciens Premiers ministres Jean-Luc Dehaene et Guy Verhofstadt, ainsi que l'ex-secrétaire général de l'OTAN Willy Claes ont signé une tribune plaidant pour la disparition des armes nucléaires en Europe. Pour soutenir la campagne "Time to Go" des mouvements pacifistes belges, ils ont demandé dans une vidéo que toutes les bombes atomiques américaines entreposées à Kleine-Brogel soient enlevées. "La disparition des armes nucléaires à Kleine-Brogel est une étape importante vers un monde sans arme nucléaire. Il est grand temps qu'elles soient boutées hors de notre pays", expliquent-ils.

Urgence

Dans les milieux gouvernementaux on parle de plus en plus de l'urgente modernisation de la vingtaine de bombes nucléaires B-61 et de leurs porteurs, les F16. Le coût de cette modernisation peut atteindre 25 millions par bombe (aux frais des USA) et 150 millions pour les nouveaux porteurs, les F35 ou Joint Strike Fighter (aux frais de notre pays). Au mois d'août, plusieurs médias rapportaient qu'un accord secret avait été conclu entre la Belgique et les Etats-Unis afin de moderniser l'arsenal nucléaire présent sur le sol belge. Le ministre de la Défense Pieter De Crem avait alors nié que le gouvernement ait pris "une décision formelle ou informelle".

La manifestation du 20 octobre 2013

Celle-ci se déroula dans le parc du Cinquantenaire à Bruxelles. Selon les organisateurs, les armes nucléaires entreposées en Belgique, dont l'existence n'a jamais été reconnue officiellement, sont "inutiles, chères et dangereuses". "La majorité des Belges ne veut pas de ces armes. Le gouvernement Di Rupo s'est engagé à travailler pour un monde sans arme nucléaire, mais on attend toujours les gestes concrets." Les différentes associations demandent au gouvernement de procéder à court terme au désarmement nucléaire, "en commençant par la vingtaine de bombes américaines B-61 (armes tactiques) stationnées à Kleine-Brogel. (Belga)

La campagne "*Time to go*" présentait au gouvernement et à l'opinion publique cinq arguments en faveur de l'éloignement des armes nucléaires du sol belge.

1. Le **danger** que représente la présence des armes nucléaires, car une utilisation éventuelle entraînerait une catastrophe. Et les accidents sont toujours possibles¹.
2. L'**humanité**, car les conséquences d'une attaque nucléaire seraient catastrophique pour la population, la nature et l'infrastructure dans les environs très éloignés.
3. Le **droit international**: la présence d'armes nucléaires sur notre sol est en contradiction avec le Traité de non-prolifération de 1986.
4. L'**inutilité**. De plus en plus on entend dire dans les milieux militaires et diplomatiques américains que leurs armes nucléaires en Europe n'ont plus aucune utilité².
5. Le **coût** excessif de la modernisation envisagée de ces armes et de leurs porteurs.

Les associations organisatrices demandent à la Belgique de prendre l'initiative et de donner l'exemple, comme elle l'a fait pour les mines antipersonnel et les munitions à fragmentation.

Dat is niet zo simpel

In het regeerakkoord belooft de regering te ijveren voor internationale initiatieven met het oog op een verdere ontwapening. Daarop antwoordt atoomexpert Hans Kristensen van de *Federation of American Scientists (FAS)*: "Als de Belgische regering het echt meent en in Europa vooruitgang wil boeken op dit thema, dan moet het dat thema op tafel leggen, en haar eigen beslissing doorduwen om de wapens uit België te laten terugtrekken. Dat kan België zelf beslissen, al hangt het natuurlijk ook samen, met de Nato. België moet het thema dus intern binnen de Nato aankaarten, maar het ook direct met de VS bespreken. Het moet Washington laten weten dat het een plan voor de verwijdering van de wapens wil zien, binnen een redelijk tijds kader. Als je naar andere landen kijkt om beslissingen te nemen, zal er niets gebeuren?"

(Artikel in MO* n° 108 van oktober 2013, blz.20)

¹ En 2000 le sous-marin flambant neuf russe, le *Koersk*, coulait; en 2012 un incendie se déclara à bord d'un autre sous-marin russe; en 2006 du matériel nucléaire fut envoyé à une destination erronée; en 2007 un transport aérien de missiles de croisière survolait les Etats-Unis sans autorisation; en 2008 un incendie se déclara dans un silo de missiles américain; en 2009 un sous-marin britannique entra en collision avec un sous-marin français...

² Kristensen: "Ze zijn niet langer nodig, want ze dienen niet langer een militair doel. Vergeet niet dat ze in Europa zijn geïnstalleerd om te voorkomen dat het Socjetleger Berlijn zou binnenvallen. Dat tijdperk is voorbij. Dus kunnen ze weg. Zo eenvoudig is het." (o.c. blz. 21)

Maar...

Volgens de huidige regering zou het regeerakkoord aangaande de kernwapens niet kunnen worden uitgevoerd, want het gaat om een *Silence Procedure*. De Amerikaanse aanvraag voor de vernieuwing van de kernwapens in België dateert reeds van 2007, toen Verhofstadt eerste minister was en Flahaut (PS) minister van defensie. Als de regering niet reageerde voor 18 mei 2007, werd dat beschouwd als stilzwijgend instemmen. En er werd niet gereageerd. Daarom beweert de huidige minister van defensie De Crem (CD&V) dat er niets meer te doen is.

L'argument de la dissuasion nucléaire

"Pendant tout le temps de la guerre froide, les idéologues de la dissuasion nucléaire ont assuré que l'équilibre des terreurs était la meilleure garantie pour la sécurité des peuples et la paix du monde. Lorsqu'on contestait la logique de la course aux armements nucléaires, en faisant valoir qu'il n'était pas raisonnable de prendre pour se défendre le risque de se détruire, on était aussitôt accusé de "pacifisme", c'est-à-dire de défaitisme et de forfaiture. Pourtant force nous est de reconnaître qu'en 1989, ce ne sont pas les armes nucléaires de l'Occident qui ont fait tomber le mur de Berlin. En réalité, c'est la résistance non-violente des citoyens des sociétés civiles de l'Europe orientale qui a provoqué l'effondrement des régimes totalitaires de l'Est.

Lorsque le mur de Berlin s'effondre, l'ère de Yalta prend fin. Ainsi, la chute du mur de Berlin a provoqué une transformation radicale du paysage stratégique international. Cela oblige les gouvernements à redéfinir les enjeux politiques, diplomatiques, militaires, sociaux et économiques des choix effectués en matière de défense. Certes, les menaces de toutes natures qui pèsent sur la dignité et la liberté des hommes sont bien réelles en Europe et partout dans le monde, mais, de toute évidence, ce ne sont pas les armes nucléaires qui permettront d'y faire face.

Dans le nouveau paysage stratégique dessiné en Europe, l'arme nucléaire n'est-elle pas devenue obsolète? Aucun scénario crédible ne peut être construit qui permettrait, par la possession de l'arme nucléaire, de faire face aux dangers du monde et aux menaces pesant sur la paix. Aucun scénario ne peut faire valoir la faisabilité de l'emploi de l'arme nucléaire, et si l'emploi n'est pas possible la menace elle-même devient inutile. Dès lors, l'arme elle-même perd sa raison d'être. La pensée stratégique se trouve ici devant un grand vide conceptuel. Par lui-même, ce vide suffit à délégitimer l'arme nucléaire.

La dissuasion nucléaire est rigoureusement inopérante face aux nouvelles formes de la guerre et aux menaces concrètes qui se manifestent aujourd'hui. Force est de reconnaître que, depuis la fin de la guerre froide - à vrai dire, c'était déjà le cas pendant la guerre froide -, les armes nucléaires n'ont permis d'éviter aucun des conflits meurtriers qui ont éclaté en plusieurs régions du monde, et qu'elles n'ont pu en résoudre aucun. En outre, depuis les attentats meurtriers qui ont été perpétrés ces dernières années en de nombreux pays, chacun a pu prendre conscience que face à de tels actes accomplis avec des moyens rudimentaires et mis en œuvre par des commandos terroristes ou des sectes fanatisées, l'arme nucléaire n'exerce aucune dissuasion.

Le nouveau contexte géostratégique européen et mondial a ouvert l'opportunité d'un désarmement nucléaire général et complet sous un contrôle international strict. Dès lors que la mise en œuvre de la dissuasion nucléaire n'offre aucune réponse pertinente aux différents types de conflits auxquels les États se trouvent confrontés sur la scène internationale, aucune raison convaincante ne peut conduire les États à vouloir maintenir ou prendre leur place dans la course aux armements nucléaires. Celle-ci accentue la menace qui pèse sur la « sécurité commune » des peuples et des nations. Il est donc urgent que les cinq puissances nucléaires officielles réduisent unilatéralement leurs arsenaux et prennent conjointement l'initiative d'une négociation internationale visant à l'élimination concertée des armes nucléaires. Cette élimination est désormais possible. Certes, il ne s'agit pas de "désinventer" l'arme nucléaire. Il s'agit, face aux risques de prolifération et de dissémination, de maîtriser les dangers qu'elle a apportés à l'humanité. Pour cela, l'élaboration d'une Convention sur l'interdiction des armes nucléaires, sur le modèle de celle qui proscrit les armes chimiques, serait une puissante contribution au renforcement de la paix dans le monde."

Jean-Marie Muller, *Dictionnaire de la non-violence*, pp.44-47 (en résumé).

Le fond de la question: la poutre de l'injustice dans notre propre œil...

"Depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, la justification humanitaire avancée de plus en plus souvent pour le maintien des forces militaires et leur intervention comme moyen ultime (*ultima ratio*) pour créer la paix et la justice dans le monde aide à nous cacher à nous-mêmes la vraie justification: **pour maintenir la répartition inégale existante des biens vitaux de cette terre, il faut la force militaire** et le pouvoir économique porté par ces forces militaires. Pour rendre justice aux innombrables victimes de l'injustice économique, il n'y a besoin ni de forces militaires, ni d'interventions non militaires, mais d'un changement de comportement des états riches qui ne sont pas puissants militairement par hasard. D'un côté, les forces militaires sont un pilier du système du partage inégal entre pauvres et riches, d'un autre côté elles sont elles-mêmes, par leur coût énorme, une partie importante du problème de l'injustice mondiale qu'elles s'offrent de résoudre ponctuellement. Le fait de croire que nous devons garder les forces militaires en réserve pour rétablir ailleurs la paix, l'ordre et la justice, en d'autres termes, retirer la paille de l'œil des groupes de population souffrants, nous empêche de voir la poutre de l'injustice dans notre propre œil."

(Ullrich Hahn, du MIR – Mouvement international de la réconciliation – allemand, cité par Michel Callewaert, *Un amour subversif. Jésus, l'Eglise et la légitime défense*, Fidélité/Cerf, 2011, p.188.

